

Renforçons la mobilisation !

Après la réussite des mobilisations citoyenne du 10 septembre et interprofessionnelle du 18 septembre, le gouvernement a finalement abandonné son projet de suppression de deux jours fériés et suspendu les décrets de doublement des franchises médicales. Ces reculs sont cependant loin d'être suffisants.

Par **EMMANUEL DE LESCURE**,
secrétaire général

C'est un tout autre projet de budget qu'il faut obtenir, notamment l'abandon définitif du doublement des franchises médicales, de l'année blanche (désindexation des pensions, des prestations sociales, des salaires des agent-es de la fonction publique et du budget des services publics), de la suppression de 3 000 postes de fonctionnaires et de la réforme de l'assurance-chômage. Mettre fin au recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans et obtenir des engagements sur la justice fiscale et la taxation des hauts patrimoines sont également des éléments incontournables.

À l'issue des deux journées de mobilisation massive du 10 septembre et du 18 septembre, l'ensemble des organisations syndicales avaient posé un « ultimatum » au Premier ministre, avant d'être reçues le mercredi 24 septembre à Matignon, pour obtenir des réponses concrètes à leurs revendications concernant le budget 2026. Malgré un long échange avec le Premier ministre sur les enjeux qui se posent pour le monde du travail, aucune réponse claire n'a été apportée à la colère des salarié-es, agent-es, demandeur-euses d'emploi, jeunes ou retraité-es.

AMPLIFIER LA MOBILISATION

Alors que l'intersyndicale attendait au moins des pistes sur une copie initiale, Sébastien Lecornu s'est contenté d'expliquer qu'il n'était pas en mesure de connaître la version finale du budget 2026 qui sera adoptée par le Parlement. Ni rupture avec les mesures présentées en juillet

ni engagement sur ce que pourraient être des mesures de justice sociale et fiscale, alors que c'est bien le dérapage du déficit budgétaire lié à la perte de recettes (- 62 milliards d'euros par an, selon la Cour des comptes) qui alour-

dit la dette et non les dépenses publiques, qui restent stables en pourcentage du produit intérieur brut. Ces pertes de recettes sont liées entre autres aux baisses d'impôts pour les riches et aux 211 milliards d'euros d'aides publiques sans conditionnalités captées par les plus grandes entreprises. Pourtant, à peine quelques jours plus tard, le Premier ministre affirmait qu'il ne reviendrait ni sur l'impôt sur la fortune ni sur la taxe Zucman. Garder le cap, coûte que coûte, et quelle que soit la tempête.

Dans tous les secteurs, les intersyndicales appellent les agent-es à monter d'un cran dans la mobilisation. Le monde du travail a assez souffert. L'ensemble des organisations syndicales appellent à amplifier la mobilisation lors d'une nouvelle journée d'action et de grève interprofessionnelle le jeudi 2 octobre.

PONT D'OR FAIT AU PRIVÉ

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, les mots d'ordre sont clairs. Il y a urgence à investir pour l'avenir du service public de l'ESR, de son personnel et de la jeunesse. Le sous-financement récurrent en sape les fondements et la capacité à remplir ses missions de formation et de recherche.

Nos organisations exigent l'augmentation du point d'indice et une revalorisation salariale pour tout le personnel, toutes catégories confondues, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, la revalorisation des heures de vacation et leur mensualisation effective. Elles demandent la création des 150 000 places qui manquent pour accueillir et accompagner les étudiant-es, de mettre en place un plan pluriannuel de recrutement d'agent-es titulaires et de titulariser les agent-es contractuel-les recruté-es sur fonction pérenne. Par ailleurs, elles dénoncent le pont d'or fait à l'enseignement supérieur privé et exigent l'abandon de toutes mesures qui conduiraient à une augmentation des droits d'inscription.

Le gouvernement a déjà reculé. Il est fragilisé. Plus que jamais il nous faut intensifier le rapport de force pour gagner d'autres batailles. C'est par la grève et la mobilisation de toutes et tous que nous pourrons obtenir un autre budget. Le 2 octobre, et après, renforçons la mobilisation! ■

Dans tous les secteurs, les intersyndicales appellent les agent-es à monter d'un cran dans la mobilisation.

Mobilisation du 18 septembre contre l'austérité, à Paris.

